

hanno avuto una influenza in vari campi, dalla letteratura alle arti figurative, fino alla riflessione filosofica più recente, rappresentata dal pensiero di Peter Sloterdijk. Il contributo che apre la quarta parte del volume (*Livio nelle arti figurative, dal Medioevo all'età contemporanea*) è quello di Zuleika Murat (*Jacopo di Paolo e il codice del De viris illustribus della Universitäts- und Landesbibliothek di Darmstadt [Ms. 101]*), che si concentra sull'esame delle miniature di un manoscritto conservato a Darmstadt e contenente un volgarizzamento del *De uiris illustribus* di Petrarca. Il discorso si inserisce in quello più generale su Livio per il fatto che le raffigurazioni di eroi antichi riflettono fedelmente il racconto liviano, al quale Petrarca aveva attinto. Alessandra Pattanaro (*L'iconografia liviana a Padova nel Rinascimento. Qualche nuova riflessione sul set Mocenigo di Stefano dall'Arzere*) si occupa da un lato dell'iconografia riguardante il ritratto dello storico in età rinascimentale e dall'altro stabilisce interessanti relazioni tra il racconto liviano, di cui si citano alcuni luoghi, e cicli di affreschi padovani. Alla genesi e al lavoro che ha condotto alla scultura di Tito Livio, opera di Arturo Martini e posta all'ingresso del Liviano, è dedicato il contributo di Giovanni Bianchi (*Il Tito Livio di Arturo Martini*), corredato di un'interessante documentazione epistolare. Chiude il volume il contributo di Marta Nezzo (*Sapere murato sapere dipinto: Carlo Anti e Gio Ponti al Liviano*), che ripercorre la storia costruttiva e decorativa del Liviano, tenendo conto della temperie politica e culturale del ventennio fascista in cui essa si venne a sviluppare. Come anche la quarta parte del volume dimostra, la validità dello stesso risiede principalmente nella ampia prospettiva culturale, entro la quale l'opera di Tito Livio viene inserita. Non solo, dunque, l'analisi di aspetti più specificamente storico-letterari, ma anche l'attenzione nei confronti dell'influenza che l'*Ab urbe condita* ebbe pure in contesti che sembrerebbero in apparenza esulare dal proprio ambito di pertinenza.

*Università della Calabria.*

Fabrizio FERACO.

Stéphane BENOIST (ed.), *Une République impériale en question*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2021 (Dialogues d'Histoire Ancienne. Suppléments, 24), 22 × 16 cm, 276 p., ill., 28 €, ISBN 978-2-84867-899-3.

L'ouvrage, qui se présente comme issu de la publication d'une journée d'étude tenue à Lille le 21 juin 2019, est en réalité plus composite. Un bref avant-propos précède neuf communications dont près de la moitié (4 sur 9) sont dues aux seuls S. Benoist et J. Kennedy. Deux de ces communications proviennent en fait d'une autre journée d'étude (tenue à Lille également, mais le 5 juin 2019), tandis que le texte d'H. I. Flower est la traduction française d'un article paru en 2020 (*Augustus, Tiberius, and the End of the Roman Triumph*, in *ClAnt* 39/1, 2020, p. 1-28). Inversement, des interventions présentées lors de la journée du 21 juin 2019 n'ont pu être publiées. Cet aspect patchwork ne nuit curieusement pas trop à la cohérence de l'ensemble. L'avant-propos explicite le projet en rappelant que cette journée d'étude permettait de croiser des recherches personnelles de S. Benoist (notamment un programme sur « Le politique à Rome, pensée, pratiques et représentations, II<sup>e</sup> siècle av. – IV<sup>e</sup> siècle de notre ère ») et la soutenance de thèse de J. Kennedy (un de ses élèves), consacrée à « Une "République impériale" en mutation : pensée politique, institutions et société romaine de l'époque de Sylla (138-78 av. n.è.) à la fin du I<sup>er</sup> siècle de n.è. ». L'objectif était d'explorer la notion de République impériale et de « dessiner les modalités d'approche du politique à Rome dans l'espace d'un siècle et demi d'histoire de l'*Vrbs* et de son Empire » (p. 11), en choisissant d'embrasser d'un seul regard le dernier siècle de la République et le premier de l'Empire. Cet avant-propos est complété par le premier article, essentiellement programmatique, de S. Benoist. Dans

une langue pas toujours simple à suivre, il met en avant la valeur heuristique de cette notion de République impériale – concept forgé par R. Aron à propos des États-Unis – pour les deux siècles d’histoire au cœur du volume. Dans ce but, il souligne la nécessité de l’appréhender non seulement comme « État », mais aussi comme discours sur la chose publique. Cela suppose de prêter une attention soutenue aux concepts (romains et grecs), aux temporalités (avec la question de la périodisation) et aux problèmes de générations qui conditionnent aussi le regard (notamment les différentes générations d’historiens antiques). S. Benoist y trace des pistes à explorer mais on s’étonne, lorsqu’il évoque la question de la place du peuple, de ne pas trouver mention des travaux de C. Courrier. L’ouvrage s’inscrit de la sorte dans un champ classique et très arpenté : celui de l’étude de la vie politique romaine au prisme de sa culture politique ; du politique et non plus de la politique. La différence d’article relève, pour ce courant interprétatif, d’une différence d’approche fondamentale qui identifie le politique avec ce que V. Azoulay définit comme « un champ d’action diffus et non institutionnalisé, recouvrant l’ensemble des discours, des rituels et des pratiques collectives qui contribuent à forger, au sein de la communauté, un sentiment d’appartenance partagée » (*Repenser le politique en Grèce ancienne*, in *Annales (HSS)* 69, 2014, p. 619). Cette notion, qui ressemble grandement à la grammaire politique de C. Meier (mais voir, pour les différences revendiquées, les travaux de P. Montlahuc, *Cl. Nicolet et les « langages parallèles » du citoyen : (ré)introduire le politique à Rome*, in *CCG* 30, 2019, p. 227-246 et *L’histoire romaine et le politique : complément d’enquête*, in *Anabases* 32, 2020, p. 11-29) s’inspire donc de développements récents de la recherche en histoire grecque et romaine. Elle est ici croisée au concept de « République impériale » qui est en fait au cœur de la thèse de J. Kennedy. Après l’avant-propos, les communications proprement dites s’enchaînent sans regroupement thématique particulier mais on peut les répartir entre analyses d’auteurs anciens, études de carrières et de cursus et communication sur des éléments plus institutionnels. Dans la première catégorie entrent les études de S. Benoist et de J. Kennedy. Dans un texte qui se présente comme « une sélection de notes de lecture susceptibles d’accompagner une réflexion collective en cours » (p. 46), S. Benoist offre une succession de courts commentaires à 17 extraits du *De re publica* qui esquissent (plus qu’ils ne le traitent réellement) ce que pourrait donner leur mise en contexte fine, sans conclusion. Le travail sur ce texte cicéronien se poursuit avec le premier article de J. Kennedy qui présente la réflexion cicéronienne sur le pouvoir personnel et l’*optimus ciuis*. Il cherche à montrer comment, dans le *De re publica*, la réflexion cicéronienne sur l’*optimus ciuis* peut être rapprochée du concept de « République impériale ». C’est seulement ici qu’on trouve explicitée l’origine aronienne du concept de « République impériale » (trop rapidement mentionnée p. 20 auparavant) et qu’en est donnée une définition claire : « une dynamique au long cours de modélisations du pouvoir personnel dans le cadre du fonctionnement traditionnel de la *res publica*, sous l’effet du progressif accroissement des cadres géographiques du “monde romain” » (p. 71-72). Dans ce cadre, selon J. Kennedy, l’*optimus ciuis* n’est pas un *princeps* cicéronien comme on le dit souvent : le terme serait à éviter car Cicéron ne développe pas de concept précis pour ce meilleur des citoyens. Il décrit en revanche ses caractéristiques (comme l’appartenance à l’élite dirigeante ou sa bonne connaissance du fonctionnement institutionnel de Rome) et ses vertus. Toutes ses qualités sont là pour assurer le maintien de la *res publica* pensée à la fois comme *optimus status* et horizon indépassable. Néanmoins, assurer cet horizon indépassable en contexte de République impériale supposerait une « inédite association entre pouvoir collégial et individualité forte » (p. 72). Le tout ne saurait donc préfigurer le modèle augustéen et en constituerait même l’antithèse. La démonstration est intéressante même s’il n’est pas certain que le concept de République impériale apporte ici beaucoup.

Dans son autre article, J. Kennedy poursuit son examen de la réflexion antique sur le pouvoir personnel en montrant comment Sénèque donne corps à l'*optimus princeps* en théorisant le bon exercice du pouvoir personnel : c'est au regard de la pratique concrète du pouvoir qu'on peut affirmer d'un système politique qu'il est bon ou mauvais. L'important n'est pas le nom ou la nature du système politique, « c'est qu'il soit bien équilibré et juste dans son fonctionnement collectif quotidien, garanti par un homme » (p. 239). C'est de là que Sénèque tirerait la figure du bon *princeps*. Les articles à caractère plus institutionnel et politique sont ceux de J. Sella, P. Le Doze et H. I. Flower. J. Sella prend pour point de départ la revendication d'Auguste, dans les *Res gestae*, d'avoir rendu la liberté à la République opprimée par une faction. Il s'attache alors à l'archéologie de ce discours de légitimation et en particulier à son utilisation par César, déjà, pour montrer sa cohérence et le fait qu'il ne s'agissait pas d'une simple façade. Si le parcours retracé n'est pas inintéressant, le lien avec l'idée d'une République impériale est, une fois encore, peu évident. Pour P. Le Doze, on peut considérer que, loin de se livrer à une « manipulation hypocrite », Auguste restaura *in fine* la *res publica*. Cela suppose toutefois de comprendre que cette notion ne relevait pas, pour les Romains, du pur domaine institutionnel et que cette affirmation de restauration peut être « au moins dans un premier temps, déconnectée de la question du régime » (p. 118). La référence à la *res publica* et au SPQR ne préjugait en fait pas de la forme du gouvernement mais impliquait *a minima* une rhétorique de la subordination du prince aux institutions traditionnelles (p. 122). Cela supposait ainsi de maintenir, au moins en apparence, le rôle du Sénat et du peuple même si le régime devenait progressivement impérial avec un passage de ce que P. Le Doze appelle le prince mandataire au prince souverain. Il expose ce faisant des éléments bien connus de construction du régime augustéen, qu'il a déjà eu l'occasion de traiter ailleurs. H. I. Flower revient, elle, sur la fin du triomphe romain. Après un bref retour sur le sens du triomphe républicain, elle rappelle la disparition quasi totale du triomphe après 19 avant J.-C. et les strictes limitations entourant cette cérémonie par la suite. Elle suggère qu'Auguste a tout simplement cherché à supprimer le triomphe, sans avoir prononcé d'interdiction officielle. En ce sens, par exemple, l'inscription des fastes triomphaux, arrêtée à l'année 19 avant J.-C. (celle du triomphe de Balbus) participerait de la transformation du triomphe en un objet historique appartenant désormais au passé. De même, elle fait du triomphe de Tibère en 7 avant J.-C. une des raisons de la rupture avec Auguste et de l'exil à Rhodes. Enfin, cela irait avec la lecture augustéenne du rôle passé du triomphe sous la République (vecteur d'une accentuation des troubles politiques) et sa vision d'un Empire ayant atteint ses limites et ne nécessitant plus d'expansion. Restent enfin deux articles qui s'ancrent plutôt dans l'analyse de parcours et de carrières. Dans le sien, C. Landrea présente la figure de M. Valerius Messalla Corvinus consul en 31 av. J.-C., prise comme exemple non seulement de l'élaboration progressive du Principat (parce qu'il occupa des charges nouvelles créées par Auguste) mais aussi des parcours et des stratégies de certains nobles dans leur ralliement progressif. Cela est vu à travers les épisodes marquants de sa carrière : la démission de la préfecture de la ville en 26 avant J.-C., puis l'acceptation de la curatelle des eaux en 11 avant J.-C. et son rôle, enfin, dans l'octroi du titre de *pater patriae* à Auguste en 2 avant J.-C. De son côté, F. Hurler commence par préciser en quel sens il entend l'expression « République impériale », i.e. le fait que « la réalité impériale découlant du phénomène de la conquête et de l'impérialisme transforma profondément le fonctionnement de la République romaine » (p. 204). Sur cette base, il se propose de montrer comment les cursus épigraphiques sénatoriaux (de Rome et d'Italie) peuvent être utilisés comme des indicateurs du processus de territorialisation de l'empire, i.e. « un reflet de la conception que les Romains s'étaient faite de l'*imperium populi Romani* et qui était évolutive » (p. 222).

En effet, le fait que le nom de la *provincia* ne soit pas mentionnée dans ces cursus à l'époque républicaine s'explique parce que le statut des provinces changeait alors tous les ans. Dès lors, les Romains se représentaient leur empire « comme un espace de domination qui se reconfigurait chaque année et qui donnait à des dignitaires romains l'occasion d'exercer des fonctions » (p. 208). À l'inverse, les cursus des époques triumvirales puis augustéennes et suivantes témoignent d'une évolution vers une conception spatiale de ces territoires, qui se fit lentement et de manière non linéaire : les deux pratiques (mention du nom de la province et absence de nom) cohabitèrent durant les premières décennies de l'empire jusqu'au principat de Claude. À partir de ce moment, le nom de la province devint systématiquement indiqué dans les inscriptions. F. Hurlet propose d'expliquer ce changement de culture épigraphique en en faisant un des effets de la réforme provinciale de 27 avant J.-C. et notamment de la création d'une liste désormais fixe de provinces au statut et au rang spécifiés. Ce volume présente donc un visage contrasté qui tient à son origine composite. Le choix des textes rassemblés interroge parfois : était-il par exemple nécessaire de traduire un texte aussi récent que l'article d'H. I. Flower, paru en anglais de surcroît ? Le recueil souffre surtout de l'absence d'une réflexion approfondie et continue sur la notion qui lui sert de titre. Bien des communications n'y font référence qu'en passant et, outre l'article introductif de S. Benoist, qui pouvait difficilement en faire l'économie, seuls J. Kennedy et F. Hurlet prennent véritablement le temps de la discuter, ce qui affaiblit d'autant la portée théorique réelle du volume. De même, la notion de politique rappelée dans les propos liminaires s'efface ensuite de l'ouvrage qui présente des communications somme toute classiques du point de vue épistémologique. Il en résulte un ensemble moins original que ce qui est revendiqué mais avec des communications de valeur et pour lesquelles on appréciera la présence d'*indices* précis.

Université Toulouse – Jean Jaurès.  
Institut universitaire de France.

Thibaud LANFRANCI.

Sophia BÖNISCH-MEYER, *Dialogangebote. Die Anrede des Kaisers jenseits der offiziellen Titulatur*, Leiden, Brill, 2021 (Impact of Empire, 39), 24 × 16 cm, x-625 p., fig., 125 €, ISBN 978-90-04-44373-0.

Sophia Bönisch-Meyer untersucht in ihrer Münchner Dissertation das kaiserliche Image, wie es in den ehrenden, aber auch den verdammenden, Epitheta zum Ausdruck kam, mit denen die Untertanen ihren Herrscher in direkter Anrede oder bei beiläufiger Erwähnung in einem anderen Zusammenhang bedachten. Nicht die offizielle Kaiserstitulatur und damit die kaiserliche Selbstdarstellung ist ihr Gegenstand, sondern die „inoffiziellen Titulaturen“, die die Herrscherrepräsentation vor allem aus der Perspektive der verschiedenen Untertanengruppen zur Geltung brachten und die sie als „Dialogangebote“ versteht, die akzeptiert oder abgelehnt werden konnten. Wie Bönisch-Meyer hervorhebt, ist die Unterscheidung von offizieller und inoffizieller Kaisertitulatur eine moderne Konzeption, deren heuristischer Wert aber darin besteht, das Herrscherimage der Untertanen von der kaiserlichen Selbstdarstellung trennen zu können. Dieses ist auch insofern von Bedeutung, als es Bönisch-Meyer zentral darauf ankommt, die in der Forschung verbreitete Auffassung in Frage zu stellen, das kaiserliche Umfeld hätte das Image des Herrschers reichsweit initiiert und manipuliert, und die Untertanen hätten sich an der kaiserlichen Selbstdarstellung orientiert und diese übernommen. So belegt ihre Arbeit überzeugend, dass die Initiative für die Herrscherehrung, die *agency*, in der Regel von den Reichsbewohnern in Rom, Italien und den Provinzen ausging. Der zeitliche Rahmen der Untersuchung reicht von Augustus bis zum Ende der severischen Dynastie.